

Cadre de financement et scénarios révisés d'allocation des ressources du FAD-14

Document de travail

Troisième réunion de reconstitution du FAD-14
28 et 29 novembre 2016
Luxembourg



FONDS AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT

Table des matières

1. Introduction	1
2. Taux de change de la reconstitution.....	1
3. Scénarios de reconstitution révisés	2
Écart technique	3
Le point sur les souscriptions	3
Montants reportés	3
Souscriptions assorties de réserves	3
Souscriptions tardives.....	4
Instruments de financement innovants	4
4. Compensation des donateurs.....	5
Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM)	5
Compensation au titre des dons	5
5. Scénarios révisés d'allocation des ressources	5
Ressources non utilisées du FAD-13	5
Système d'allocation basée sur la performance.....	6
Facilité d'appui à la transition (FAT)	6
Enveloppe d'opérations régionales.....	7
Facilité de rehaussement du crédit en faveur du secteur privé (FSP)	7
Méthodologie d'allocation	7
Scénarios d'allocation	8
Part en fonction de la performance.....	9
Modalités de prêt du FAD-14.....	10
6. Conclusion et recommandations	10
Annexe I : Détails du calcul des taux de change du FAD-14.....	12
Annexe II : Paramètres financiers fixes des instruments de financement innovants du FAD-14	13
Annexe III : Calendriers actualisés de compensation au titre des dons de l'IADM.....	16
Annexe IV : Calendriers actualisés de compensation au titre des dons pour les donateurs	18
Annexe V : Pays africains identifiés dans la liste harmonisée des BMD pour l'exercice 2017...	20
Annexe VI : Processus d'allocation des ressources du pilier I de la FAT au titre du FAD-14	21
Annexe VII : Situation et conditions de prêt projetées des pays bénéficiaires du FAD	22

Tableaux

Tableau 1 : Taux de change de la reconstitution du FAD-14.....	1
Tableau 2 : 2 Scénarios de reconstitution du FAD-14	2
Tableau 3 : 3 Estimations révisées du report	3
Tableau 4 : Allocations proposées des ressources du FAD-14 à la FAT (millions d'UC).....	7
Tableau 5 : scénarios d'allocation des ressources du FAD-14.....	8
Tableau 6 : Modalités de financement différencié des prêts du FAD	10

Figures

Figure 1 : Part estimative des allocations liées au système ABP au titre du FAD-14.....	9
---	---

Abréviations

ABP	Allocation basée sur la performance
BAD	Banque africaine de développement
CEA	Capacité d'engagement anticipé
DCCS	Différence de conversion cumulée des souscriptions
DTS	Droit de tirage spécial
EPIP	Évaluation des politiques et institutions du pays
FAD	Fonds africain de développement
FAT	Facilité d'appui à la transition
FMI	Fonds monétaire international
FSP	Facilité de rehaussement du crédit en faveur du secteur privé
IADM	Initiative d'allègement de la dette multilatérale
MPL	Minimum prudentiel de liquidité
MRP	Mécanisme de rachat de prêts
ONS	Opération non souveraine
OR	Opération régionale
PCD	Prêts concessionnels des donateurs
PFR	Pays à faible revenu
PPTE	Pays pauvres très endettés
PR	Prêt relais
RIO	Réserve indicative de projets opérationnels
UC	Unité de compte

SCÉNARIOS RÉVISÉS DE RECONSTITUTION ET D'ALLOCATION DES RESSOURCES DU FAD-14

1. Introduction

- 1.1. Durant la deuxième réunion du FAD-14, la Direction a présenté aux plénipotentiaires le Cadre de financement pour la reconstitution des ressources, qui fournit les principales variables financières susceptibles de déterminer les ressources du Fonds. Ce cadre de financement fournissait en outre des informations sur les sources de financement du Fonds, en particulier : i) le montant de la reconstitution (souscriptions des donateurs, y compris l'écart technique), ii) les ressources internes du Fonds (basées sur la capacité d'engagement anticipé – CEA), iii) les fonds reportés des reconstitutions précédentes, ainsi que, iv) potentiellement, les ressources rendues disponibles pour la reconstitution grâce à l'introduction d'instruments de financement innovants.
- 1.2. Le présent document fournit d'autres informations sur les taux de change de la reconstitution du FAD-14 (Section 2), les scénarios de financement affinés (Section 3) et les montants actualisés de compensation au titre des dons (Section 4 **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**). Les scénarios affinés sont étayés par les renseignements fournis par les donateurs, les priorités stratégiques et la réserve indicative de projets (RIP) du FAD-14. Les scénarios d'allocation des ressources du FAD-14, présentés à la Section 5, s'appuient sur les propositions débattues avec les plénipotentiaires durant la deuxième réunion du FAD-14, en particulier pour ce qui a trait au système d'allocation basée sur la performance (ABP), à la Facilité d'appui à la transition (FAT), à l'enveloppe des opérations régionales (OR) et à la Facilité de rehaussement de crédit en faveur du secteur privé (FSP). Les recommandations sur le cadre d'allocation des ressources du FAD-14 et les ressources sanctuarisées sont présentées à la Section 6.

2. Taux de change de la reconstitution

- 2.1. Au terme de la première réunion de reconstitution du FAD-14, les plénipotentiaires ont convenus que les souscriptions à la reconstitution pouvaient être libellées en droits de tirage spéciaux (DTS), dans une devise entrant dans la composition du DTS ou dans la devise nationale du bailleur de fonds lui-même, à condition que celle-ci soit convertible et qu'au cours des trois années précédentes, le taux d'inflation national du pays n'a pas dépassé, en moyenne, 10 % par an, conformément aux exigences du Fonds.

Tableau 1 : Taux de change pour le FAD-14

Monnaie	FAD-14	FAD-13	Appréciation/Dépréciation
Dollar canadien*	1,81735	1,54487	-14,99 %
Yuan chinois	9,27086	–	–
Couronne danoise	9,29369	8,58784	-7,59 %
Euro*	1,24900	1,15193	-7,77 %
Roupie indienne	93,8353	84,38028	-10,08 %
Yen japonais*	147,202	146,8505	-0,24 %
Won coréen	1599,82	1679,815	+5,00 %
Couronne norvégienne	11,6195	8,76246	-24,59 %
DTS	1,00000	1,00000	0,00 %
Rand sud-africain	20,3782	14,20156	-30,31 %
Couronne suédoise	11,7411	9,83191	-16,26 %
Franc suisse	1,36447	1,41754	+3,89 %
Livre turque	4,11341	–	–
Livre sterling Royaume-Uni*	1,02357	0,9853	-3,74 %
Dollar des États-Unis*	1,40182	1,50846	+7,61 %

* Monnaies admissibles à l'encaissement accéléré

Compte tenu de l'introduction du renminbi chinois (RMB) dans le panier du DTS en octobre 2016, les plénipotentiaires ont également convenu que les taux de change du FAD-14 seraient fondés sur période de référence de six mois, soit du 3 avril au 3 octobre 2016, au moyen d'un taux de DTS synthétique. Ce DTS synthétique devait être reconstruit par le Fonds, selon la même méthodologie que celle adoptée par le Fonds monétaire international (FMI) pour définir l'évaluation quotidienne du droit de tirage spécial, ainsi que le montant des monnaies tels qu'établis et publiés par le FMI en date du 1^{er} octobre 2016. Les taux de change de la reconstitution sont repris dans le Tableau 1, tandis que le détail de leur calcul est présenté à l'annexe 1.

Il convient de préciser qu'afin de protéger davantage les ressources nettes de développement du Fonds et de limiter les effets de la différence de conversion cumulée des souscriptions (DCCS)¹, tous les donateurs qui sont en mesure de le faire sont invités à souscrire à la reconstitution en DTS/UC.

3. Scénarios de reconstitution révisés

- 3.1. Suite aux échanges tenus durant la deuxième réunion de reconstitution et sur base des indications reçues par les donateurs au cours des consultations bilatérales qui ont suivi, la Direction a affiné les scénarios de reconstitution qui sont à présent soumis aux plénipotentiaires pour examen (Tableau 2 :).

Tableau 2 : Scénarios de reconstitution du FAD-14

	Promesses du FAD-13	FAD-14					
		Scénario de baisse		Scénario de référence		Scénario d'augmentation	
	MM UC	MM UC	Écart	MM UC	Écart	MM UC	Écart
Montant de la reconstitution							
Souscriptions des donateurs	3 839	3 340	-13,0 %	3 560	-7,3 %	3 670	-4,4 %
Contributions supplémentaires des donateurs	21	—	—	—	—	—	—
Sous-total	3 860	3 340	-13,5 %	3 560	-7,8 %	3 670	-4,9 %
Élément don des prêts concessionnels*	—	239	—	239	—	282	—
Montant total de la reconstitution (A)	3 860	3 579	-7,3 %	3 799	-1,6 %	3 952	+2,4 %
Ressources supplémentaires des donateurs							
Prêts concessionnels nets de l'élément don	—	240	—	240	—	304	—
Souscriptions initiales	50	—	—	—	—	—	—
Ressources supplémentaires totales des donateurs (B)	50	240	376,6 %	240	376,6 %	304	503,6 %
Ressources internes							
Capacité d'engagement anticipé (CEA)	976	821	-15,9 %	848	-13,1 %	876	-10,2 %
Ressources internes totales (C)	976	821	-15,9 %	848	-13,1 %	876	-10,2 %
Ressources totales (D) = (A) + (B) + (C)	4 886	4 640	-5,0 %	4 886	0,0 %	5 132	+5,0 %
Remarques							
Montant nominal des prêts concessionnels des donateurs	—	381	—	381	—	488	—
Montant nominal des prêts relais	—	560	—	560	—	560	—
Montant de l'achat de réduction d'intérêt	—	17	—	17	—	17	—

* PCD (resp. PR) d'une échéance moyenne de 40 ans (resp. 21 ans), assortie d'un différé d'amortissement de 7 ans (resp. 11 ans) et d'un coupon de 0,32 % (resp. 1,19 %).

* Pour l'adhésion de l'Angola et de la Turquie durant la période du FAD-13.

- 3.2. Le scénario bas montre une baisse de 7,3 % du montant total de la reconstitution, en valeur nominale. Compte tenu du taux d'inflation du DTS estimé à 1,75 % pour la période 2014–2016, le montant total de la reconstitution devrait chuter de 8,9 % environ, en valeur absolue.

¹ Conformément aux résolutions successives du Conseil des gouverneurs, applicables de la deuxième à la treizième reconstitution générale du Fonds, qui stipulaient que l'article 13 (Maintien de la valeur) ne s'appliquerait pas, les souscripteurs à ces reconstitutions fixaient le montant de leur souscription payable en monnaie nationale selon les parités convenues à la date d'entrée en vigueur de ces reconstitutions. Tous les gains ou pertes découlant de la conversion en unités de compte (UC) de ces souscriptions, une fois reçues, sont appliqués à chaque souscription, avec les comptes de contrepartie débiteurs ou créditeurs enregistrés en tant que DCCS.

Les ressources totales du FAD-14, avec ce même scénario, chutent respectivement de 5,0 % et de 6,7 % en valeur nominale et valeur absolue. Dans le scénario de référence, le montant total de la reconstitution chute de 1,6 % en valeur nominale et de 3,3 % en valeur absolue, tandis que les ressources totales du FAD-14 restent inchangées (0 %) en valeur nominale et chutent de 1,75 % en valeur absolue. Enfin, dans le scénario d'augmentation, le montant total de la reconstitution augmente de 2,4 % en valeur nominale et de 0,6 % en valeur absolue, tandis que les ressources totales du FAD-14 augmentent de 5,0 % en valeur nominale et de 3,2 % en valeur absolue.

Écart technique

- 3.3. Comme convenu durant la première réunion de reconstitution du FAD-14, des discussions sur l'écart technique devaient avoir lieu dans le cadre de la dernière réunion. Pour situer le contexte, les plénipotentiaires se sont entendus sur un niveau de reconstitution du FAD-13 de 5,345 milliards d'UC, constitué de souscriptions à hauteur de 3,786 milliards d'UC, de contributions supplémentaires à hauteur de 55,68 millions d'UC, et d'un écart technique de 12 % ou 527,31 millions d'UC. De manière à augmenter le niveau de ressources susceptibles d'être allouées aux clients du FAD tout en tenant compte des restrictions liées aux quotes-parts dans le chef de certains bailleurs, la Direction fera preuve d'une certaine souplesse par rapport au niveau maximum de l'écart technique devant être retenu.

Le point sur les souscriptions

- 3.4. Malgré la non-matérialisation de près de 43,368 millions d'UC (part de charge de 0,993 %) de promesses de souscription, le montant total des souscriptions au FAD-13 s'élevait à 3,795 milliards d'UC au 4 novembre 2016. Ce montant est le reflet de l'augmentation des souscriptions de certains pays² ainsi que de la souscription tardive de l'Espagne à la reconstitution, pour un montant de 43,712 millions d'UC (quote-part de 1 %)³.
- 3.5. Les contributions supplémentaires au FAD-13 s'élevaient à 21,377 millions d'UC à peine, un montant bien inférieur à la cible initiale en raison du fait qu'un des donateurs qui avait exprimé le souhait de consentir à contribution de ce type n'a pas été en mesure de le confirmer.⁴

Montant reporté

- 3.6. Comme illustré dans le Tableau 3, un montant de 365,46 millions d'UC devrait être reporté des reconstitutions antérieures dans le FAD-14, ce qui représente une légère baisse par rapport au montant qui avait été reporté dans le FAD-13 (377,71 millions d'UC). Ce montant est composé à la fois de souscriptions sans réserve et de souscriptions tardives.

Tableau 3 : Estimations du report révisées

Ressources reportées (millions d'UC)	Jusqu'au FAD-12	FAD-12	FAD-13 (estimation)	Total
Souscriptions assorties de réserves	33,01	91,83	197,25	322,09
Souscriptions tardives	–	–	43,37	43,37
Total	33,01	91,83	240,62	365,46

Souscriptions assorties de réserves

- 3.7. Selon les modalités de la reconstitution, les souscriptions des États participants devraient être mises à la disposition du Fonds en trois tranches annuelles égales, aux échéances définies dans la résolution. Les donateurs dont les paiements sont tributaires d'une approbation législative ou parlementaire annuelle déposent un instrument de souscription assorti de réserves auprès du Fonds. Bien que toutes les résolutions du FAD stipulent que les souscriptions assorties de réserves doivent être payées sans condition aux échéances

² Canada, Danemark et Arabie saoudite.

³ L'Espagne n'était pas en mesure de promettre un montant de souscription durant la dernière réunion de reconstitution du FAD-13.

⁴ La Suède n'était pas en mesure de confirmer le montant de sa contribution supplémentaire potentielle de près de 400 millions SEK (40,69 millions d'UC).

précisées dans la reconstitution, tel n'a pas toujours été le cas, en raison de circonstances ou de difficultés particulières éprouvées par les donateurs.

- 3.8. Le Fonds reportera dans le FAD-14 des souscriptions assorties de réserves couvrant plusieurs reconstitutions, du FAD-3 au FAD-13, pour un total de 322,09 millions d'UC. Sont concernées notamment, les souscriptions de l'Argentine (7,02 millions d'UC au FAD-3 et 9,77 millions d'UC au FAD-12), de l'Espagne (le solde de sa souscription au FAD-13, soit 42,36 millions d'UC) et les États-Unis (25,99 millions d'UC se rapportant au montant résiduel de ses souscriptions aux FAD-8, FAD-9 et FAD-10, 82,06 millions d'UC et 154,89 millions d'UC du montant résiduel de ses souscriptions aux FAD-12 et FAD-13 respectivement).

Souscriptions tardives

- 3.9. Le Fonds reportera également dans le FAD-14 certaines promesses de souscription faites à l'occasion du FAD-13, qui ne se sont pas encore matérialisées en souscriptions effectives au FAD-13. Sont concernées notamment, les promesses du Brésil (10,27 millions d'UC), de la Libye (24,53 millions d'UC) et du Portugal (8,58 millions d'UC), pour un total de 43,37 millions d'UC.
- 3.10. Conformément aux pratiques adoptées lors des reconstitutions précédentes, les ressources reportées seront regroupées avec les ressources disponibles du FAD-14, en plus d'être administrées et utilisées selon les modalités et conditions du FAD-14.

Instruments de financement innovants

- 3.11. L'introduction d'instruments de dette, à savoir les prêts concessionnels des donateurs (PCD) et les prêts-relais (PR), dans le cadre de financement du FAD a obtenu l'appui des plénipotentiaires. Ces instruments de dette seront guidés par les principes suivants : i) préservation de la viabilité financière à long terme du FAD, ii) protection de la composante « don » et de l'additionnalité pour le FAD au moyen de l'application de la règle 80/20, iii) reconnaissance équitable des donateurs qui octroient des prêts concessionnels en termes de parts de charge et de droits de vote équivalents à l'élément don de leur prêt, et iv) aucun fléchage du produit des prêts concessionnels.
- 3.12. Les conditions d'emprunt des prêts concessionnels sont un facteur fondamental qui déterminera leur incidence sur le cadre de financement du FAD et sa viabilité financière à long terme. Suite aux discussions menées durant la deuxième réunion du FAD-14, la Direction a présenté aux plénipotentiaires les paramètres à appliquer aux prêts concessionnels des donateurs et aux prêts relais (cf. Annexe I). Ces paramètres ont été approuvés en procédure de silence et dûment communiquées aux plénipotentiaires le 10 octobre 2016.
- 3.13. Dans un souci d'ajustement à la perspective de dettes additionnelles, les Directives en matière de gestion actif/passif et le minimum prudentiel de liquidité (MPL) du FAD ont été évalués en vue de confirmer les capacités du FAD à amortir l'incidence de risques financiers supplémentaires découlant de ce recours à la dette. La Direction a pour sa part mis au point un nouveau cadre de gestion de la dette, notamment une limite prudentielle d'endettement basée sur les remboursements attendus du produit de la dette et les conditions d'emprunt du prêt. D'après les indications reçues jusqu'ici des donateurs, et comme illustré dans les scénarios financiers du FAD-14 (Tableau 2 :), les PCD (de 380 millions d'UC à moins de 500 millions d'UC) et PR (560 millions d'UC) anticipés demeurent en deçà de la capacité d'absorption de la dette par le Fonds. Les donateurs conservent par ailleurs la possibilité d'octroyer des prêts concessionnels supplémentaires au FAD, y compris durant le cycle du FAD-14.
- 3.14. Les plénipotentiaires ont convenu que les PCD et PR entreraient en vigueur dès la signature d'un accord de prêt par les différentes parties. Le cas échéant, ces PCD et PR entreraient en vigueur dès réception du paiement intégral inconditionnel du montant du don de compensation des intérêts. Un accord de prêt-type pour les prêts concessionnels des donateurs et les prêts relais est d'ores et déjà disponible. Afin de procurer au Fonds suffisamment de souplesse pour gérer ses liquidités et contribuer à la capacité d'engagement du FAD à travers la capacité d'engagement anticipé, en particulier durant la période de transition entre la fin du FAD-13 et l'entrée en vigueur du FAD-14, la Direction s'attend à ce que l'accord de prêt soit signé dès que possible après la conclusions des discussions sur la reconstitution des ressources du FAD-14.

- 3.15. Durant les première et deuxième réunions, les plénipotentiaires ont demandé à la Direction de conserver le mécanisme de rachat de prêts (MRP) comme une option, dans l'éventualité où les PCD ne suffiraient pas. Cependant, des analyses plus poussées ont mis en avant divers risques et inconvénients éventuels du MRP, qu'il importe de ne pas sous-estimer. Plus particulièrement, le MRP aurait pour effet de : i) modifier de façon fondamentale le profil du guichet du FAD en réduisant sa composante prêt, ii) d'impacter négativement l'exposition du Groupe de la Banque au risque, iii) d'augmenter le risque de voir les agences de notation adopter une opinion négative, iv) d'augmenter le fardeau administratif et les coûts de transaction tant pour le Groupe de la Banque que pour les pays bénéficiaires, v) d'impacter négativement la capacité d'engagement anticipé des suites de la réduction anticipée des remboursements de prêts, et vi) d'alourdir le fardeau sur les donateurs du FAD à travers le cadre de compensation au titre des dons des suites de la réduction anticipée des remboursements de prêts. C'est la raison pour laquelle la Direction ne recommande plus désormais le MRP pour le FAD-14.

4. Compensation des donateurs

Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM)

- 4.1. Les coûts de l'IADM sont mis à jour à la fin de chaque reconstitution des ressources du FAD, en tenant compte des éléments suivants :
- excédents ou déficits induits par les taux de change, qui se sont matérialisés au cours de la période de reconstitution ;
 - évolution du moment auquel les pays bénéficiaires atteignent le point d'achèvement ;
 - montant futur de l'allègement de la dette des pays pauvres très endettés (PPTe) ;
 - le taux de reconstitution des ressources du FAD utilisé pour calculer les contributions des donateurs en monnaies nationales, pour la période de reconstitution à venir.
- 4.2. Le coût indicatif de l'allègement de la dette fourni au titre de l'IADM a été mis à jour en octobre 2016 pour la période 2017-2054 et est estimé à 4 764 millions d'UC. Les calendriers de compensation de l'IADM ont été communiqués aux donateurs, accompagnés des détails sur les contributions payées durant la période 2006-2016, ainsi que d'orientations sur les contributions attendues tant pour la période de reconstitution du FAD-14 (2017-2019) que pour sa période de décaissement (2017-2029). Les pays sont invités à déposer le paiement inconditionnel de leurs instruments d'engagement couvrant la période de décaissement du FAD-14 avant le 15 janvier 2017. Le calendrier de compensation détaillé de l'IADM, tel qu'anticipé durant la période du FAD-14, est fourni en UC et en monnaies nationales en Annexe II.

Compensation au titre des dons

- 4.3. Le document sur le cadre de financement du FAD-14 débattu pendant la deuxième réunion de reconstitution présentait les échéanciers actualisés de compensation au titre des dons, du FAD-9 au FAD-13, le montant total de compensation pressenti durant la période de reconstitution du FAD-14 ayant été fixé à 49,55 millions d'UC. Les taux de change de la reconstitution étant maintenant connus, l'Annexe III met ces informations à jour et présente les montants de compensation au titre des dons attendus des donateurs durant la période du FAD-14, tant en UC qu'en monnaies nationales.

5. Scénarios révisés d'allocation des ressources

Ressources non utilisées du FAD-13

- 5.1. Bien que la plupart des ressources du FAD-13 soient intégralement engagées au titre de diverses enveloppes, la Direction propose de maintenir les accords conclus en 2010 pour la mise à disposition de toutes les ressources du FAD-13 non utilisées, à savoir : i) le solde des ressources inutilisées des piliers I, II et III de la FAT à la fin de l'exercice 2016 qui sera reporté sur le FAD-14 dans ces mêmes piliers, et ii) toutes les ressources non utilisées des enveloppes pour l'allocation basée sur la performance (ABP) et pour les opérations régionales

(OR⁵) qui seront reportées dans le FAD-14 et rassemblées dans le pool de ressources ABP affectables du FAD-14.

Système d'allocation basée sur la performance

- 5.2. Durant la deuxième réunion du FAD-14, les plénipotentiaires ont convenu de retenir le système ABP actuel pour le FAD-14 et ont réaffirmé que les performances et les besoins des pays continueraient d'éclairer le processus d'allocation des ressources du FAD-14, de même que, comme lors des cycles précédents, l'ABP demeurerait une composante fondamentale du Fonds. Au moins 90 % des ressources du FAD-14 seront allouées à des pays sur la base de leurs performances, par l'ABP directe (60 %) ou mises de côté au titre de l'ABP (30 %), qui comprend le Pilier I (appui supplémentaire) de la FAT et les coûts des opérations régionales partagés avec l'ABP.

Facilité d'appui à la transition (FAT)

- 5.3. À l'occasion de la deuxième réunion du FAD-14, les plénipotentiaires ont donné leur appui aux propositions suivantes de la Direction se rapportant à la FAT :
- renforcer la réactivité en faisant passer de 10 % à 15 % la réserve non allouée du Pilier I pour les situations d'urgence au titre du FAD-14 ;
 - allouer 20 millions d'UC des ressources du FAD-14 au Pilier II afin d'apurer le montant total des arriérés de la Somalie dus au guichet de la BAD durant le cycle du FAD-14 ;
 - reporter toutes les ressources non utilisées du pilier II du FAD-13 sur le FAD-14 ;
 - allouer 60 millions d'UC des ressources du FAD-14 au pilier III à la fois au renforcement des capacités institutionnelles et à l'appui du développement du secteur privé grâce à la facilitation d'investissements ciblés ;
 - retirer la Côte d'Ivoire de la liste des pays éligibles à la FAT.
- 5.4. L'éligibilité des pays à la FAT continuera de s'appuyer sur la liste harmonisée établie par les BMD pour les pays aux prises avec la fragilité. Comparativement aux 17 pays FAD de la liste établie durant l'exercice 2016 (à l'exception de la Côte d'Ivoire), présentée lors de la deuxième réunion du FAD-14, Djibouti a rejoint la dernière liste établie pour l'exercice 2017 (cf. Annexe IV) en raison de son faible score harmonisé (inférieur à 3,2) obtenu dans le cadre de l'Évaluation des politiques et institutions du pays (EPIP). La Direction recommande par conséquent d'étendre à 18 pays l'éligibilité à la FAT au titre du FAD-14 et d'accorder à Djibouti l'accès au pilier III.
- 5.5. D'autre part, sur la base de l'approche assouplie adoptée à l'occasion du FAD-13, la Direction a lancé des évaluations qualitatives de l'éligibilité pour quelques pays supplémentaires, parmi lesquels la Guinée, le Malawi et le Niger, qui ne figurent pas dans la liste harmonisée des BMD pour l'exercice 2017. D'après les conclusions de ces évaluations et des résultats préliminaires de l'application des critères d'éligibilité en deux étapes, la Direction entend suggérer au Conseil du FAD d'inclure le Niger dans la liste des pays éligibles au pilier I de la FAT. Ainsi, au regard de la liste de pays éligibles au pilier I présentée durant la deuxième réunion du FAD-14, la Direction sollicite l'appui des plénipotentiaires pour l'étendre de 15 à 16 pays, en y ajoutant le Niger avec une allocation de 60 millions d'UC (cf. Annexe V).
- 5.6. À l'occasion de la deuxième réunion du FAD-14, les plénipotentiaires ont exprimé leur adhésion pleine et entière à l'engagement du Fonds vis-à-vis de la fragilité. Toutefois, ils ont formulé une préoccupation commune quant à la réduction possible de la part relative – par rapport au FAD-13 – des ressources totales destinées à la FAT. La Direction propose par conséquent d'augmenter de 10 millions d'UC à 15 millions d'UC l'allocation minimale du pilier I. Un tel ajustement procurera un appui supplémentaire aux pays les plus durement touchés par la fragilité, et plus particulièrement à ceux dotés d'une ABP minimale.
- 5.7. Si, à des fins de comparaison, nous supposons que la liste des pays éligibles au titre du FAD-14 reste la même que durant le FAD-13 – c'est-à-dire, si la Côte d'Ivoire et la Guinée y figurent

⁵ Depuis le début de l'année 2015, 100 % des ressources OR étaient déjà engagées au titre du Cadre de classement des opérations régionales par ordre de priorité. Toutefois, quelques-unes de ces ressources pourraient ne pas être utilisées si certains projets ne sont pas approuvés par le Conseil d'administration avant l'entrée en vigueur du FAD-14. La Direction n'envisage pas cette éventualité.

et si le Niger en est exclu – les simulations du scénario de référence pour le FAD-14 semblent suggérer que le total des ressources (ABP et pilier I de la FAT) allouées aux pays en situation de fragilité augmentera de 12 %. En termes d'allocation par habitant, l'ajustement de la FAT permettrait de relever l'allocation de 5,5 UC au titre du FAD-13 à 6,1 UC dans le FAD-14.

- 5.8. La Direction propose de retenir une liste de 18 pays éligibles aux ressources de la FAT, parmi lesquels 16 pays ayant accès aux ressources du pilier I à l'issue de l'évaluation des critères d'éligibilité en deux étapes. En s'appuyant sur les propositions antérieures, les ressources de la FAT pour le FAD-14 s'élèveraient à 711,15 millions d'UC, soit 7,5 % au-dessus du montant du FAD-13.

Tableau 2
Allocations proposées des ressources du FAD-14 à la FAT (millions d'UC)

	Enveloppe (millions d'UC)
Pilier I (16 pays)	631,15
<i>Allouées nationalement</i>	536,48
<i>Non allouées (15 %)</i>	94,67
Pilier II (3 pays)	20,00
Pilier III (18 pays)	60,00
Total de l'enveloppe FAT	711,15

Enveloppe des opérations régionales

- 5.9. Conscients de la tendance haussière de la demande d'opérations régionales, les plénipotentiaires ont donné leur appui à la proposition de la Direction de maintenir l'enveloppe OR à 21 % du total des ressources disponibles du FAD-14.
- 5.10. Les plénipotentiaires ont également accepté la proposition de la Direction de réduire à 1:1,5 le plafond du ratio de financement pour la contribution de l'enveloppe OR à la contribution de l'ABP pour les pays confrontés à des situations de fragilité, et à 1:1 pour les autres pays.

Facilité de rehaussement du crédit en faveur du secteur privé (FSP)

- 5.11. Fin septembre 2016, 23 transactions ont été approuvées au titre de la FSP, donnant lieu à une exposition de 250 millions d'UC, dont 150 millions d'UC sont des participations actives au risque. En combinant les participations au risque à la fois dans les projets directs et multi-pays, la Facilité a été en mesure de couvrir un nombre élevé de pays à faible revenu (PFR), et près de 1/3 des expositions FSP approuvées le sont dans des pays à risque élevé. Du point de vue de l'additionnalité de la FSP, en autorisant le recyclage du capital destiné aux opérations non souveraines pour de nouvelles opérations, la FSP a contribué à soutenir une meilleure croissance du portefeuille dans les PFR dans leur ensemble, y compris dans les pays à risque plus élevé. Quelque 50 millions d'UC d'exposition supplémentaire sont à un stade de traitement avancé, et il est anticipé que 100 % de la capacité de couverture des risques du programme seront engagés d'ici la fin de l'année 2017.
- 5.12. Cette intensification significative souligne la nécessité d'augmenter les capacités financières de la Facilité. Dans le cadre des discussions de la deuxième réunion de reconstitution du FAD-14, les plénipotentiaires ont appuyé la proposition de la Direction d'augmenter l'enveloppe de la FSP d'une contribution supplémentaire de 200 millions d'UC à partir des ressources du FAD-14.

Méthodologie d'allocation

- 5.13. À la lumière des scénarios de reconstitution proposés (Section 3), la présente section présente trois options révisées pour le cadre d'allocation des ressources de la FAT au titre du FAD-14. Les ressources disponibles pour allocation au titre de chaque enveloppe du Fonds sont déterminées en fonction du total des ressources du FAD-14 telles que détaillées dans la méthodologie suivante :

Montant total de la reconstitution	(A) = (1) + (2)
Souscriptions des donateurs	(1)
Élément don des prêts concessionnels (PCD et PR)	(2)
Total des ressources supplémentaires des donateurs	(B) = (3) + (4)
Prêts concessionnels nets de l'élément don	(3)
Souscriptions initiales	(4)
Total des ressources internes	(C) = (5) + (6)
Capacité d'engagement anticipé (CEA)	(5)
Ressources internes générées par les PR et PCD	(6)
Total des ressources du FAD-14	(D) = (A) + (B) + (C)
Report des reconstitutions précédentes	(E) = 365,46 millions d'UC
Déductions immédiates	(F) = (7) + (8) + (9)
Provision pour taux de change sur souscriptions impayées	(7) = 0,9 % × (A)
Provision pour distorsions monétaires	(8) = 1,8 % × (A)
Provision pour les souscriptions assorties de réserves et tardives	(9) = 376,20 millions d'UC
Ressources du FAD-14 disponibles pour allocation	(G) = (D) + (E) – (F)
Facilité d'appui à la transition (FAT)	(10) = 711,15 millions d'UC
Enveloppe des opérations régionales (OR)	(11) = 21 % × (G)
Facilité en faveur du secteur privé (FSP)	(12) = 200 millions d'UC
Allocations pays basées sur la performance (ABP)	(13) = (G) – (10) – (11) – (12)

- 5.14. La Direction anticipe un report des cycles précédents (y compris les souscriptions assorties de réserves et tardives) de l'ordre de 365,46 millions d'UC au titre du FAD-14 (voir les détails dans le Tableau 3). En plus d'une provision pour les souscriptions assorties de réserves et tardives estimée à 376,20 millions d'UC, et d'une autre provision pour atténuer le risque d'engagement excessif des ressources du Fonds, la méthodologie prévoit en outre une provision pour : i) les fluctuations du taux de change sur les souscriptions impayées, et ii) les distorsions monétaires⁷, estimées à 2,7 % des souscriptions des donateurs (y compris l'élément don des prêts concessionnels).

Scénarios d'allocation

- 5.15. Pour chaque scénario de reconstitution, le **Erreur ! Référence non valide pour un signet.** présente la répartition des ressources du FAD-14 entre la FAT, l'enveloppe OR, la FSP et le système ABP. Il fait également apparaître la variation de taille anticipée (en pourcentage) de chacune de ces enveloppes par rapport au FAD-13.
- 5.16. S'il est vrai que le volume des ressources dédiées à la FAT devrait augmenter de 7 % dans les trois scénarios par rapport au FAD-13, les enveloppes OR et ABP devraient quant à elles sensiblement diminuer, en particulier selon les scénarios de baisse et de référence. Il est clair, par conséquent, qu'un choix devait être fait entre l'impératif d'acheminer des ressources supplémentaires par l'intermédiaire de la FAT vers les pays affectés par des situations de fragilité d'une part, et l'engagement du Fonds en faveur de ses pays bénéficiaires plus performants par l'intermédiaire de ses enveloppes ABP et OR, dont les ressources ont été réduites, d'autre part. Les conséquences négatives de ce choix sur la performance peuvent néanmoins être atténuées par des ressources du FAD-14 globalement plus importantes.

⁶ Cette provision de 0,9 % sur le taux de change vise à couvrir les éventuelles fluctuations défavorables nettes des taux de change entre les taux fixés durant les négociations de reconstitution et celles en vigueur à la date des paiements.

⁷ Cette provision de 1,8 % vise à ajuster la composition par monnaie des actifs nets du Fonds, qui n'est pas parfaitement alignée, à l'heure actuelle, avec les pondérations de la monnaie de déclaration du Fonds (l'unité de compte, UC, équivalente au DTS) des suites de l'introduction du renminbi (RMB) dans le panier de devises.

Tableau 3 : scénarios d'allocation des ressources du FAD-14

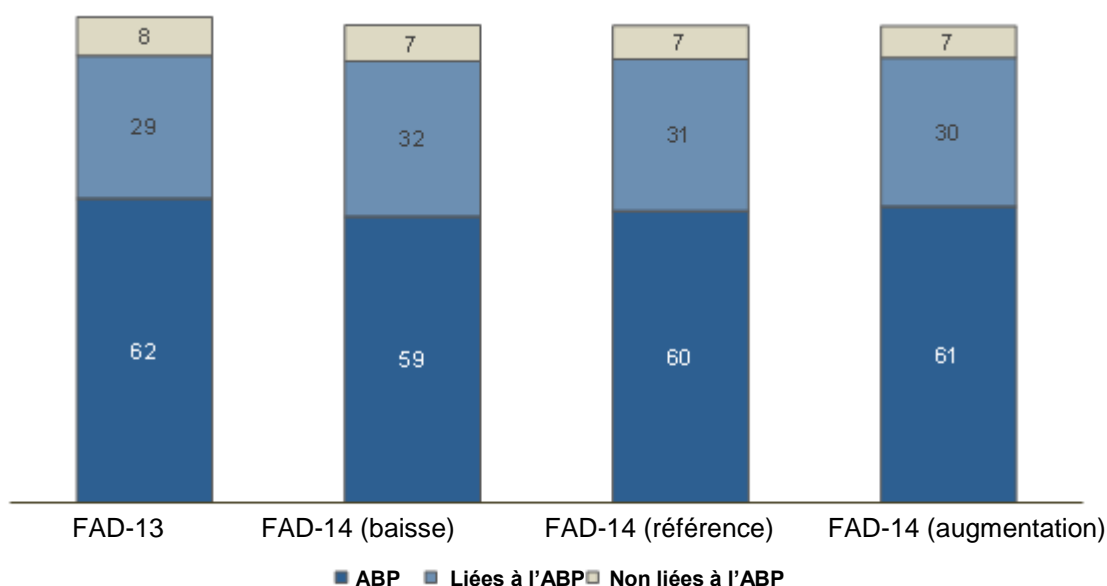
	FAD-13*	Scénarios de financement du FAD-14						
		Scénario de baisse (-5 % des contributions totales sous forme de don)			Scénario de référence (0 % des contributions totales sous forme de don)		Scénario d'augmentation (+5 % des contributions totales sous forme de don)	
		UC MM	UC MM	Écart	UC MM	Écart	UC MM	Écart
Total des ressources du FAD	4 859	4 640	-5 %	4 886	+1 %	5 132	+6 %	
Reports des reconstitutions précédentes	514	365	-29 %	365	-29 %	365	-29 %	
Déductions immédiates	391	473	+21 %	479	+22 %	483	+23 %	
Ressources du FAD-14 disponibles pour allocation	4 981	4 533	-9 %	4 774	-4 %	5 015	+1 %	
Facilité d'appui à la transition	662	711	+7 %	711	+7 %	711	+7 %	
Pilier I : Supplémentaire	572	631	+10 %	631	+10 %	631	+10 %	
Pilier II : Apurement des arriérés	30	20	-33 %	20	-33 %	20	-33 %	
Pilier III : Ciblé	60	60	–	60	–	60	–	
Enveloppe des opérations régionales	1 046	952	-9 %	1 002	-4 %	1 053	+1 %	
Facilité en faveur du secteur privé	165	200	+21 %	200	+21 %	200	+21 %	
Allocation basée sur la performance	3 109	2 670	-14 %	2 860	-8 %	3 050	-2 %	

* Chiffres basés sur les estimations utilisées en janvier 2016 pour l'exercice d'allocation du FAD-13. Pour cette raison, les ressources du FAD-13 (4 859 millions d'UC) diffèrent de celles qui figurent dans le Tableau 2 (4 886 millions d'UC).

Part en fonction de la performance

5.17. Figure 1 illustre le fait qu'au sein des scénarios proposés, le pourcentage des ressources du FAD-14 devant être alloué par l'intermédiaire du système ABP atteindrait presque 61 % (selon le scénario d'augmentation de la reconstitution) et que les allocations liées à l'ABP (y compris le pilier I de la FAT et les OR à coût partagé de l'ABP) seraient de 91 %, soit des parts légèrement inférieures à celles du FAD-13. Dans le cas d'une reconstitution plus élevée, le cadre d'allocation du FAD-14 augmenterait la part des ressources directement allouées à travers l'ABP et renforcerait la performance, en tant que principe fondamental d'allocation du Fonds aux pays.

Figure 1 : Part estimative des allocations liées au système ABP au titre du FAD-14
(Pourcentage)



Modalités de prêt du FAD-14

- 5.18. Il a été convenu durant le FAD-13 qu'en plus des modalités de financement mixtes, les pays non atypiques, exclusivement FAD seraient divisés en deux sous-groupes – « Ordinaire » et « Avancé » – en fonction de leur RNB par habitant. La Direction recommande de maintenir les critères actuels qui établissent les situations de crédit et leurs conditions de prêt différenciées appliquées aux prêts du FAD au regard de l'éligibilité du pays et de ses modalités de financement de prêts au titre du FAD-14.
- 5.19. Tandis que l'Annexe VI détaille les règles appliquées pour la classification des pays dans le Groupe de la Banque et élabore la trajectoire de graduation projetée des pays FAD au titre du FAD-14, le Tableau 4 rappelle les modalités de financement différenciées des prêts du FAD introduites lors du FAD-13.

Tableau 4 : Modalités de financement différenciées des prêts du FAD

	Exclusivement FAD		Mixte, atypique et en reclassement
Conditions de prêt	Ordinaire	Avancé	Mixte
Maturité (années)	40	40	30
Différé d'amortissement (années)	10	5	5
Première période (années)	10	—	—
Taux d'amortissement (%)	2,0	2,9	4,0
Seconde période (années)	20	—	—
Taux d'amortissement (%)	4,0	2,9	4,0
Commission de service (%)	75	75	75
Commission d'engagement (%)	50	50	50
taux d'intérêt (%)	0	0	1
Concessionnalité (%)	61	51	35

6. Conclusion et recommandations

- 6.1. Le présent document a présenté, à des fins d'examen par les plénipotentiaires, trois scénarios de financement pour le FAD-14. Ces scénarios prévoient des souscriptions sous forme de don de la part des donateurs (y compris l'élément don des prêts concessionnels), des ressources additionnelles (ressources supplémentaires, prêts concessionnels nets de l'élément don, ressources générées en interne et ressources reportées du FAD-13) qui devraient être à la disposition des pays FAD durant la période 2017-2019. Les plénipotentiaires ont déjà donné leur appui à l'inclusion des instruments de dette dans le cadre de financement du FAD, sous la forme de prêts concessionnels des donateurs et de prêts relais.
- 6.2. Toutefois, une analyse plus poussée a révélé que le mécanisme de rachat de prêts (MRP) présentait des inconvénients et des risques manifestes, tant pour le Groupe de la Banque que pour les donateurs. C'est la raison pour laquelle la Direction ne recommande pas le MRP pour le FAD-14.
- 6.3. Le document a également présenté l'allocation de ressources proposée parmi les diverses enveloppes (ABP, FAT, OR et FSP) dans chacun des scénarios de reconstitution. En plus des points sur lesquels les plénipotentiaires ont déjà donné leur accord durant la deuxième réunion du FAD-14, la Direction sollicite leur approbation sur les éléments suivants :
- reporter les ressources non utilisées du FAD-13 (para. 5.1) dans le FAD-14, à savoir : i) le solde des ressources non utilisées des piliers I, II et III de la FAT, fin 2016 reporté dans les mêmes piliers du FAD-14, et ii) les ressources non utilisées des enveloppes

ABP et OR reportées dans le FAD-14 et regroupées dans le pool de ressources ABP affectables au titre du FAD-14 ;

- ajouter la République du Niger à la liste des pays éligibles aux ressources du pilier I de la FAT (para. 5.5) et augmenter l'allocation supplémentaire minimum – de 10 millions d'UC à 15 millions d'UC – du pilier I de la FAT (para. 5.6) dans le but d'intensifier l'appui du Fonds aux pays aux prises avec des situations de fragilité, par l'intermédiaire de la FAT ;
- maintenir inchangés les critères d'établissement des conditions différenciées de prêt (para. 5.16).

6.4. Selon le scénario bas, les 711 millions d'UC proposés pour la FAT permettraient au FAD d'augmenter de 7 % son appui aux pays aux prises avec la fragilité, comparativement au FAD-13. Toutefois, alors que les enveloppes OR et ABP seront réduites de 4 % et 8 % respectivement, selon le scénario de référence, ces enveloppes observeraient une variation de 1 % et de -2 % avec le scénario élevé. Les ressources combinées acheminées via les enveloppes ABP et OR représenteraient toujours 60 % des ressources totales du FAD-14 disponibles pour allocation selon le scénario bas.

6.5. **La Direction recommande aux plénipotentiaires d'adopter le scénario de financement élevé, qui permettra au FAD de concrétiser ses diverses ambitions conformément à ses engagements globaux, et dans l'intérêt de ses pays bénéficiaires.**

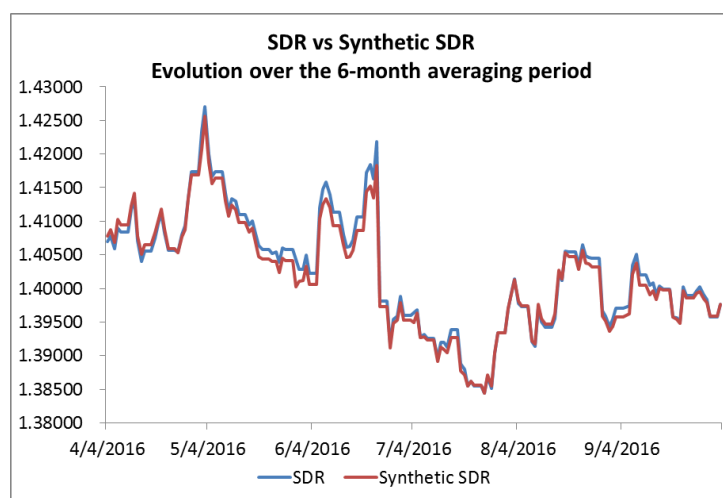
Annexe I : Détails du calcul des taux de change du FAD-14

Tableau I.1 : Changement dans le panier du DTS après l'introduction du RMB

Monnaie	Après la révision du panier		Avant la révision du panier	
	Pondération	Montant	Pondération	Montant
Dollar des États-Unis (USD)	41,73 %	0,58252	41,90 %	0,6600
Euro (EUR)	30,93 %	0,38671	37,40 %	0,4230
Livre sterling (GBP)	8,09 %	0,085946	11,30 %	0,1110
Yen japonais (JPY)	8,33 %	11,900	9,40 %	12,1000
Yuan chinois (CNY)	10,92 %	1,0174	–	–

Afin d'établir les taux de change pour la reconstitution du FAD-14, le Fonds a d'abord dû calculer le taux de change contre le dollar des États-Unis du DTS sur la période d'étalement de six mois (du 3 avril au 3 octobre 2016) au moyen des nouveaux montants en monnaie, c'est-à-dire qu'il a dû construire les séries chronologiques du « DTS synthétique ». Chaque taux de change quotidien a été calculé en faisant la somme des valeurs en dollars des États-Unis, déterminées en fonction des taux de change du marché⁸, et des monnaies constituant le DTS (dollar des États-Unis, euro, yen japonais, livre sterling et le yuan chinois) multipliée par les nouveaux montants en monnaie. La Figure 1 montre l'évolution du DTS « synthétique » par rapport au DTS⁹, illustrant ainsi que le fait de « recalculer » la valeur du DTS en prenant en compte les nouvelles pondérations et l'introduction du RMB n'avait pas altéré ses propriétés. En fait, la moyenne sur six mois du DTS « régulier » était de 1,4025 et celle du DTS « synthétique » sur la même période était de 1,40182, ce qui révèle une différence d'à peine 0,05 %.

Figure I.1 : Évolution du DTS et du DTS synthétique
(sur une période de calcul de la moyenne de 6 mois)



Les taux de change quotidiens au cours de la même période pour les monnaies restantes de la reconstitution ont été calculés en multipliant (ou en divisant, le cas échéant) le taux de change quotidien du DTS « synthétique » par leur taux de change de référence moyen contre le dollar des États-Unis, tel qu'observé à midi sur le marché de Londres¹⁰. Enfin, la moyenne des séries chronologiques des taux de change quotidiens de toutes les monnaies de la reconstitution sur une période de 6 mois prenant fin le 3 octobre 2016, a été calculée, et les valeurs résultantes arrondies à six chiffres significatifs, sont les taux de change de la reconstitution du FAD-14 (présentés dans le Tableau 2, dans le corps du document).

⁸ Les taux de change moyens contre le dollar des États-Unis observés à midi sur le marché de Londres, tels que présentés sur la plateforme du fournisseur de données financières, Bloomberg. Si, à une date particulière, les données de Bloomberg pour une monnaie donnée n'étaient pas disponibles, c'est le taux de change de la Banque d'Angleterre qui serait utilisé. Il importe de préciser que selon la convention du marché, les taux de change du Yen japonais et du renminbi sont exprimés en termes d'unités monétaires par dollar des États-Unis, alors que les taux de change de l'euro et de la livre britannique sont exprimés en dollar des États-Unis par unité monétaire.

⁹ Données pour les séries chronologiques du DTS, telles que mises à disposition par le FMI.

¹⁰ Même source de données, Bloomberg ou, en cas de non disponibilité des données, taux de change de la Banque d'Angleterre.

Annexe II : Paramètres financiers fixes des instruments de financement innovants du FAD-14

Prêts concessionnels des donateurs

Le PCD est un prêt octroyé par un partenaire de développement au guichet du FAD selon des modalités concessionnelles, à un taux d'intérêt nettement inférieur à ceux du marché et pour des échéances longues. Ces prêts viennent compléter les ressources disponibles en dons, accroître le pool global, et, par conséquent, augmenter les capacités d'engagement du Fonds à l'égard des pays bénéficiaires.

Les plénipotentiaires ont approuvé les conditions générales applicables aux PCD dans le FAD-14, comme suit :

- **Maturité** : 35 ans minimum – 40 ans reste l'échéance privilégiée, dans l'optique de la rapprocher autant que possible des conditions de prêt du FAD.
- **Différé d'amortissement** : le différé d'amortissement sera de 5 ans minimum. Un différé d'amortissement plus long serait également acceptable.
- **Calendrier de remboursement** : le calendrier de remboursement commencera après le différé d'amortissement – un calendrier de remboursement à amortissement linéaire sera appliqué, correspondant étroitement aux modalités de remboursement des crédits FAD sous-jacents.
- **Taux d'intérêt effectif** : idéalement, le coupon sera de 0 % en monnaie – avec les taux d'intérêt maximums après swap établis dans le tableau ci-après. Le PCD sera assorti d'un coupon forfaitaire équivalent en UC d'un maximum de 1 %. Ce taux d'intérêt nominal pourra également être obtenu par l'octroi de dons supplémentaires pour assurer la compensation. Les participants se sont entendus sur les taux d'emprunt maximums établis dans le tableau qui suit :

Tableau II.1 : Taux d'emprunt maximums applicables aux PCD

Maturité cible	Monnaie	Taux d'intérêt du marché	Taux d'emprunt maximums applicables aux PCD
40 ans – dont un différé d'amortissement de 5 ans	EUR*	S.O.	+0,50 %
	USD*	S.O.	+0,50 %
	JPY**	-0,35 %	-0,50 %
	GBP**	+0,82 %	+0,75 %
	CAD**	+1,56 %	+1,00 %

*Sans objet ou ne s'applique pas dans le cas de l'EUR et de l'USD, étant donné que le Fonds n'échangera pas de PCD libellés dans ces devises.

**Suppose un taux maximum cible après swap de 0,5 % en EUR.

- **Monnaies** : le FAD acceptera les PCD en UC ou en toute autre monnaie du panier du DTS.
- **Remboursement anticipé** : dans un souci de protéger sa viabilité financière, le FAD pourra rembourser par anticipation une partie ou l'intégralité des encours de PCD, sans pénalité.
- **Annulation** : le FAD pourra annuler – en partie ou dans leur intégralité – les prêts mis à sa disposition, sans pénalité.
- **Prélèvement** : le FAD prélèvera des fonds sur les PCD souscrits durant le cycle du FAD-14 en trois fois au maximum, mais de préférence en une seule fois, de sorte à jouir d'une flexibilité supplémentaire et de gérer ses liquidités.

Il a été observé que les PCD seront autonomes et administrés via les remboursements des crédits mixtes et à l'appui de la transition des pays FAD approuvés durant le cycle du FAD-14. Les fournisseurs de dons du FAD n'assumeront aucun des coûts ou des risques associés aux PCD.

Prêts relais

Le PR est un prêt concessionnel d'un bailleur de fonds dont le produit n'est pas prêté à l'emprunteur, mais, au contraire conservé afin d'améliorer la liquidité du Fonds et ainsi renforcer ses ressources générées au plan interne et sa Capacité d'engagement anticipé (CEA). L'accroissement de la CEA durant le différé d'amortissement du prêt relais (FAD-14 et FAD-15) est compensé par une CEA plus faible, lorsque le prêt est remboursé, soit à partir du FAD-16.

Le produit des PR n'alimentera pas directement la capacité d'engagement du FAD-14 du fait que celle-ci procède des injections directes des ressources concessionnelles des donateurs dans le mécanisme global de CEA du FAD, dans l'optique d'autoriser plus tôt le préfinancement des futures ressources générées à l'interne.

Les plénipotentiaires ont approuvé les conditions générales applicables aux PR dans le FAD-14, comme suit :

- **Maturité** : maturité minimum de 20 ans – 40 ans sera le maximum.
- **Différé d'amortissement** : le différé d'amortissement sera d'un minimum de 10 ans.
- **Calendrier de remboursement** : le calendrier de remboursement commencera après le différé d'amortissement – un calendrier de remboursement à amortissement linéaire sera appliqué.
- **Taux d'intérêt effectif** : 0 % – avec un maximum établi selon le tableau ci-après :

Tableau II.2 : Taux d'emprunt maximums applicables aux prêts relais
(D'après les taux d'intérêt du marché au 10 octobre 2016)

Maturité cible	Monnaie	Taux de rendement du marché	Taux d'emprunt maximums applicables aux PR
20 ans – dont un différé d'amortissement de 10 ans	EUR	0,35 %	0,20 %
	USD	1,50 %	1,00 %
	JPY	0,15 %	0,01 %
	GBP	1,15 %	0,75 %
	CAD	1,25 %	1,00 %
	CNY	2,50 %	1,00 %

- **Monnaies** : le FAD acceptera les PCD en UC ou en toute autre monnaie du panier du DTS.
- **Remboursement anticipé** : dans un souci de protéger sa viabilité financière, le FAD pourra rembourser par anticipation une partie ou l'intégralité des encours de PR, sans pénalité.
- **Annulation** : le FAD pourra annuler – en partie ou dans leur intégralité – les prêts mis à sa disposition, sans pénalité.
- **Prélèvement** : le FAD prélèvera des fonds sur les PR souscrits durant le cycle du FAD-14 en trois fois au maximum, mais de préférence en une seule fois, de sorte à jouir d'une flexibilité supplémentaire et de gérer ses liquidités.

Autres modalités/conditions

Sur les marchés où les liquidités pour les titres assortis d'échéances plus longues sont limitées, des conditions de prêt adaptées seront discutées avec les donateurs, afin d'équilibrer l'actif et le passif du FAD.

Annexe III : Calendriers actualisés de compensation au titre des dons de l'IADM

Tableau III.1 : Calendrier de compensation consolidé de l'IADM, durant le FAD-14 (en milliers d'UC)

Pays	2017	2018	2019	Total
Autriche	2 811,72	2 230,35	2 351,91	7 393,98
Belgique	3 670,58	2 911,62	3 070,32	9 652,51
Canada	2 467,08	-	-	2 467,08
Chine	3 888,24	3 084,27	3 252,38	10 224,89
Danemark	2 575,98	2 043,35	2 154,72	6 774,05
Finlande	3 551,98	2 817,55	2 971,12	9 340,65
France	21 785,49	17 280,95	18 222,85	57 289,29
Allemagne	15 652,05	12 415,71	13 092,43	41 160,18
Inde	412,08	326,88	344,69	1 083,66
Italie	8 986,56	6 285,20	6 497,55	21 769,31
Japon	15 822,60	12 551,00	13 235,09	41 608,68
Corée	1 506,04	1 194,64	1 259,75	3 960,43
Koweït	395,45	313,69	330,78	1 039,93
Pays-Bas	7 814,36	6 198,60	6 536,46	20 549,42
Norvège	8 382,68	6 649,41	7 011,83	22 043,92
Portugal	1 338,40	1 061,67	1 119,53	3 519,60
Arabie saoudite	713,00	565,57	596,40	1 874,97
Afrique du Sud	-	-	-	-
Espagne	1 206,13	0,00	0,00	1 206,13
Suède	9 471,95	7 513,46	7 922,98	24 908,39
Suisse	6 079,16	4 822,19	5 085,02	15 986,37
Royaume-Uni	16 911,06	13 238,88	14 006,73	44 156,68
Etats-Unis	20 063,74	15 915,20	16 782,66	52 761,61
Total	155 506,34	119 420,18	125 845,20	400 771,72

Tableau III.2 : Calendrier de compensation consolidé de l'IADM, durant le FAD-14 (en milliers d'UC)

Pays	Monnaie	Taux de change	2017	2018	2019	Total
Autriche	EUR	1,24900	3 511,84	2 785,71	2 937,54	9 235,09
Belgique	EUR	1,24900	4 584,55	3 636,61	3 834,82	12 055,98
Canada	CAD	1,81735	4 483,54	-	-	4 483,54
Chine	USD	1,40182	5 450,61	4 323,60	4 559,25	14 333,46
Danemark	DKK	9,29369	23 940,37	18 990,27	20 025,33	62 955,96
Finlande	EUR	1,24900	4 436,43	3 519,12	3 710,92	11 666,47
France	EUR	1,24900	27 210,08	21 583,91	22 760,34	71 554,32
Allemagne	EUR	1,24900	19 549,41	15 507,22	16 352,44	51 409,07
Inde	INR	93,8353	38 668,02	30 672,71	32 344,52	101 685,26
Italie	EUR	1,24900	11 224,21	7 850,22	8 115,44	27 189,87
Japon	JPY	147,202	2 329 118	1 847 532	1 948 231	6 124 881
Corée	KRW	1 599,82	2 409 394	1 911 209	2 015 379	6 335 981
Koweït	USD	1,40182	554,36	439,73	463,70	1 457,79
Pays-Bas	EUR	1,24900	9 760,14	7 742,05	8 164,03	25 666,23
Norvège	NOK	11,620	97 402,87	77 263,08	81 474,29	256 140,24
Portugal	EUR	1,24900	1 671,67	1 326,02	1 398,29	4 395,98
Arabie saoudite	USD	1,40182	999,49	792,83	836,04	2 628,37
Afrique du Sud	ZAR	20,3782	-	-	-	-
Espagne	EUR	1,24900	1 506,45	0,00	0,00	1 506,45
Suède	SEK	11,7411	111 211,15	88 216,25	93 024,47	292 451,87
Suisse	USD	1,40182	8 521,89	6 759,84	7 128,28	22 410,02
Royaume-Uni	GBP	1,02357	17 309,66	13 550,92	14 336,87	45 197,45
Etats-Unis	USD	1,40182	28 125,75	22 310,25	23 526,27	73 962,28

Annexe III : Calendriers actualisés de compensation au titre des dons pour les donateurs

Tableau IV.1 : Calendrier consolidé de compensation au titre des dons du FAD-14 (en milliers d'UC)

Pays	2017	2018	2019	Total
ARGENTINE	-	-	-	-
AUTRICHE	237,34	304,21	464,81	1 006,37
BELGIQUE	263,30	326,12	470,13	1 059,55
BRÉSIL	19,43	19,43	29,27	68,14
CANADA	748,36	930,73	1 291,97	2 971,06
CHINE	273,07	339,61	490,09	1 102,78
DANEMARK	286,75	330,84	427,89	1 045,49
ÉGYPTE	-	-	-	-
FINLANDE	249,45	310,24	472,07	1 031,77
FRANCE	1 426,37	1 799,22	2 575,79	5 801,38
ALLEMAGNE	1 195,80	1 463,68	2 187,04	4 846,52
INDE	28,94	35,99	48,89	113,81
ITALIE	681,81	843,92	1 210,50	2 736,23
JAPON	1 229,39	1 500,19	2 016,95	4 746,54
CORÉE	105,77	131,54	192,12	429,43
KOWEÏT	27,77	34,54	47,64	109,94
LUXEMBOURG	-	-	-	-
PAYS-BAS	630,30	785,72	1 158,86	2 574,88
NORVÈGE	588,71	732,18	1 048,75	2 369,64
PORTUGAL	98,22	121,12	176,09	395,44
ARABIE SAOUDITE	63,29	75,49	105,70	244,47
AFRIQUE DU SUD	19,62	24,40	37,32	81,34
ESPAGNE	371,12	460,28	667,73	1 499,14
SUÈDE	665,21	827,32	1 143,40	2 635,93
SUISSE	450,86	554,89	739,53	1 745,29
TURQUIE	-	-	-	-
ROYAUME-UNI	1 136,58	1 440,54	2 401,30	4 978,41
ETATS-UNIS	1 560,61	1 891,72	2 504,47	5 956,80
Total	12 358,09	15 283,93	23 927,31	49 550,34

Tableau IV.2 : Calendrier consolidé de compensation au titre des dons du FAD-14 (en milliers d'UC)

Pays	Monnaie	Taux de change	2017	2018	2019	Total
ARGENTINE	USD	1,40182	-	-	-	-
AUTRICHE	EUR	1,249	296,44	379,96	580,55	1 256,95
BELGIQUE	USD	1,40182	369,10	457,16	659,04	1 485,30
BRÉSIL	USD	1,40182	27,24	27,24	41,04	95,52
CANADA	CAD	1,81735	1 360,03	1 691,47	2 347,96	5 399,45
CHINE	USD	1,40182	382,79	476,08	687,02	1 545,89
DANEMARK	EUR	1,249	358,15	413,23	534,44	1 305,82
ÉGYPTE	USD	1,40182	-	-	-	-
FINLANDE	EUR	1,249	311,57	387,49	589,61	1 288,68
FRANCE	USD	1,40182	1 999,51	2 522,18	3 610,80	8 132,49
ALLEMAGNE	EUR	1,249	1 493,55	1 828,14	2 731,61	6 053,31
INDE	INR	93,8353	2 715,40	3 377,09	4 587,19	10 679,67
ITALIE	EUR	1,249	851,58	1 054,06	1 511,91	3 417,55
JAPON	JPY	147,202	180 969,10	220 831,47	296 899,06	698 699,63
CORÉE	KRW	1599,82	169 210,32	210 445,81	307 356,90	687 013,03
KOWEÏT	USD	1,40182	38,93	48,41	66,78	154,12
LUXEMBOURG	EUR	1,249	-	-	-	-
PAYS-BAS	EUR	1,249	787,24	981,36	1 447,42	3 216,02
NORVÈGE	NOK	11,61954	6 840,55	8 507,54	12 186,00	27 534,09
PORTUGAL	EUR	1,249	122,68	151,28	219,94	493,90
ARABIE SAOUDITE	USD	1,40182	88,72	105,82	148,17	342,71
AFRIQUE DU SUD	ZAR	20,3782	399,80	497,25	760,58	1 657,63
ESPAGNE	EUR	1,249	463,53	574,89	834,00	1 872,42
SUÈDE	SEK	11,7411	7 810,29	9 713,61	13 424,77	30 948,67
SUISSE	USD	1,40182	632,03	777,86	1 036,69	2 446,58
TURQUIE	TRY	4,11341	-	-	-	-
ROYAUME-UNI	GBP	1,02357	1 163,37	1 474,49	2 457,89	5 095,76
ETATS-UNIS	USD	1,40182	2 187,70	2 651,85	3 510,82	8 350,37

Annexe IV : Pays africains identifiés dans la liste harmonisée des BMD pour l'exercice 2017

Pays ^a	EPIP 2015 de la Banque mondiale	EPIP 2015 de la BAD	Moyenne harmonisée	Missions politiques et de consolidation de la paix ^b	Missions de maintien de la paix ^c
Pays éligibles au FAD					
1 Burundi	3.067	3.231	3.15	■	
2 République centrafricaine	2.458	2.376	2.42	■	
3 Tchad	2.783	3.264	3.02		
4 Comores	2.833	2.238	2.54		
5 République démocratique du Congo	3.000	3.329	3.16		■
6 Côte d'Ivoire	3.275	3.640	3.46		■
7 Djibouti	2.967	3.362	3.16		
8 Érythrée	1.942	2.094	2.02		
9 Gambie	2.925	3.116	3.02		
10 Guinée-Bissau	2.475	2.717	2.60	■	
11 Liberia	3.100	3.463	3.28		■
12 Madagascar	3.142	3.168	3.15		
13 Mali	3.383	3.679	3.53		■
14 Sierra Leone	3.267	3.310	3.29	■	
15 Somalie		1.111	1.11	■	
16 Soudan du Sud	1.867	1.971	1.92		■
17 Soudan	2.425	2.545	2.49		■
18 Togo	2.975	3.229	3.10		
19 Zimbabwe	2.858	2.655	2.76		
Pays de la BAD					
20 Libye	-	-	-	■	

Source : liste harmonisée des BMD sur les situations de fragilité, exercice 2017

^a Comparativement à la liste harmonisée de l'exercice 2016, Djibouti a rejoint la liste de l'exercice 2017. Bien que ne figurant pas dans la liste de l'exercice 2017, le Niger, la Guinée et le Malawi méritent une évaluation qualitative. D'un autre côté, la Côte d'Ivoire pourrait être retirée de cette liste, étant donné que la mission de maintien de la paix de l'ONU doit prendre fin début 2017 et que le pays est identifié comme atypique depuis le 1^{er} janvier 2016.

^b Spécifiquement défini comme la présence d'une mission politique et de consolidation de la paix de l'ONU et/ou régionale (par ex. UA, UE, OEA) dans le pays en question, au cours des trois dernières années [sources : sites Web du DOMP de l'ONU, de l'UA et de l'UE].

^c Spécifiquement défini comme la présence d'une opération de maintien de la paix de l'ONU et/ou régionale (par ex. UA, UE, OEA, OTAN) dans le pays en question, au cours des trois dernières années, à l'exclusion des opérations de surveillance des frontières [sources : sites Web du DOMP de l'ONU, de l'UA et de la CE].

Annexe VI : Processus d'allocation des ressources du pilier I de la FAT au titre du FAD-14

Pays	ABP	Décote							Facteur d'appoint		Allocation au Pilier I de la FAT	
	Alloc. de base FAD-13 pour les Top 2	EPIP harmonisée (BAD/BM)	Décote appliquée (%) ^a	RNB par hab., PPP (Moyenne 2012-2014)	Décote appliquée (%) ^b	Année d'engagement	Décote appliquée (%) ^c	Décote totale (%)	Facteur d'appoint appliqué	Alloc. Avec facteur d'appoint ^d	Après la décote	Allocation finale ^e
1 Burundi	43,52	3,32	10	750,00	20	2004	30	60	1,5	65,28	26,11	26,11
2 République centrafricaine	6,58	2,36	-	706,67	20	2006	30	50	1,5	9,87	4,94	15,00
3 Tchad	50,03	2,97	-	2 000,00	30	2015	-	30	2,0	100,05	70,04	60,00
4 Comores	0,75	2,59	-	1 406,67	30	2007	30	60	1,5	1,12	0,45	15,00
5 République démocratique du Congo	301,25	3,14	-	630,00	20	2004	30	50	1,5	451,88	225,94	60,00
6 Guinée-Bissau	3,02	2,59	-	1 370,00	30	2004	30	60	1,5	4,53	1,81	15,00
7 Liberia	22,77	3,30	-	693,33	20	2007	30	50	1,5	34,15	17,07	17,07
8 Madagascar	81,30	3,16	-	1 373,33	30	2014	-	30	2,0	162,60	113,82	60,00
9 Mali	95,72	3,51	10	1 453,33	30	2014	-	40	2,0	191,43	114,86	60,00
10 Niger	137,99	3,77	10	886,67	20	2017	-	30	2,0	275,99	193,19	60,00
11 Sierra Leone	27,70	3,32	10	1 663,33	30	2004	30	70	1,5	41,55	12,46	15,00
12 Somalie	0,43	1,11	-	-	-	2014	-	-	2,0	0,86	0,86	15,00
13 Soudan du Sud	13,39	2,11	-	1 796,67	30	2012	-	30	2,0	26,79	18,75	18,75
14 Soudan	62,53	2,49	-	3 816,67	30	2014	-	30	2,0	125,06	87,54	60,00
15 Togo	25,88	3,10	-	1 193,33	30	2008	30	60	1,5	38,82	15,53	15,53
16 Zimbabwe	17,15	2,43	-	1 603,33	30	2014	-	30	2,0	34,30	24,01	24,01
Réserve inutilisée de 15 % (millions d'UC)											94,67	
Enveloppe totale du pilier I de la FAT (millions d'UC)											631,15	

^a Une décote de 10 % est appliquée lorsque la dernière note EPIP de la BAD/BM d'un pays est supérieure à 3,3.

^b Une décote de 20 % est appliquée lorsque le RNB par habitant (parité du pouvoir d'achat) d'un pays est supérieure à 500 USD. Lorsqu'elle dépasse 1 000 USD, la décote appliquée est de 30 %.

^c Une décote de 30 % est appliquée lorsque la durée du réengagement d'un pays dans la FAT (y compris l'engagement au titre de la Facilité en faveur des pays sortant d'un conflit) est supérieure à 5 ans.

^d Un facteur d'appoint de 1,5 est appliqué lorsqu'un pays reçoit des fonds du pilier I pour le troisième cycle. En toute autre circonstance, ce facteur est de 2.

^e Une allocation supplémentaire minimum de 15 millions d'UC et une autre maximum de 60 millions d'UC sont fixées pour chaque pays.

Annexe VII : Situation et conditions de prêt projetées des pays bénéficiaires du FAD

Selon la classification de crédit de la Banque, l'éligibilité au FAD est établie en fonction du RNB par habitant, de la solvabilité et de la performance. Les analyses annuelles de la soutenabilité de la dette établissent le risque de surendettement de chaque pays bénéficiaire, ainsi que les modalités de financement correspondantes. Comme le stipule la politique de crédit de la BAD, qui est similaire à celle de la Banque mondiale, la solvabilité et les revenus sont utilisés pour classer les pays dans les différentes catégories, comme suit :

- **Catégorie A.** Les pays n'offrant pas de garanties de solvabilité suffisantes pour accéder à un financement non-concessionnel et dont le revenu est en deçà du seuil opérationnel d'admissibilité auront seulement accès aux ressources du FAD. Les pays n'offrant pas de garanties de solvabilité suffisantes pour accéder à un financement non-concessionnel, mais dont le revenu est au-dessus du seuil opérationnel d'admissibilité (pays atypiques) auront seulement accès aux fonds du FAD, selon des modalités de financement modifiées, qui sont les mêmes que celles des pays mixtes.
- **Catégorie B.** Les pays offrant des garanties de solvabilité suffisantes pour accéder à un financement non-concessionnel, mais dont le revenu est en deçà du seuil opérationnel d'admissibilité auront accès aux ressources mixtes de la BAD et du FAD, selon des modalités de financement modifiées (financement mixte).
- **Catégorie C.** Les pays offrant des garanties de solvabilité suffisantes pour accéder à un financement non-concessionnel et dont le revenu est au-dessus du seuil opérationnel d'admissibilité auront seulement accès aux ressources de la BAD.

La règle d'éligibilité aux ressources pour les pays de la Catégorie A comporte trois exceptions : i) accès au guichet du secteur privé de la Banque, ii) accès aux ressources non-concessionnelles pour les projets enclave, dans la mesure où ces projets répondent aux conditions définies dans la politique du Groupe de la Banque concernant les projets enclave, et iii) accès à un financement non-concessionnel au titre de la politique de 2014 sur la diversification des produits de la Banque visant à octroyer aux pays exclusivement FAD l'accès au guichet souverain de la BAD.

Au titre du FAD-13, les plénipotentiaires ont convenu du classement des pays et des modalités de financement différenciées :

- **Classification des pays.** Les pays non atypiques, exclusivement FAD sont classés dans deux sous-groupes (Pays exclusivement FAD « ordinaires » et « avancés ») en fonction de leur RNB par habitant, à savoir que les pays dont le RNB par habitant (méthode Atlas) est au-dessus de la moyenne de l'ensemble des pays FAD non atypiques sont classés dans le groupe « Avancé », tandis que tous les pays dont le RNB par habitant est au-dessous de la moyenne sont classés dans le groupe « Ordinaire ».
- **Conditions de financement différenciées et durcies.** L'application de conditions différenciées et durcies de financement des prêts FAD aux pays exclusivement FAD ordinaires et avancés, aux pays à financement mixte, aux pays atypiques et aux pays en voie de reclassement. Ces conditions de prêt ne s'appliquent qu'à la portion prêt des allocations des pays à risque faible ou modéré, selon le Cadre de soutenabilité de la dette (CSD) du Fonds monétaire international/de la Banque mondiale (pays à feu « vert » ou « jaune »). À titre d'exception, les conditions de prêt « ordinaires » du FAD s'appliquent à tous les États fragiles éligibles à un prêt du pilier I de la FEF.

La classification, le regroupement, l'éligibilité à un prêt et les conditions de prêt des pays sont révisés tous les ans, au début du processus d'allocation ABP. Le Tableau VII.1 présente la classification de crédit et les conditions de prêt projetées pour les pays éligibles au titre du FAD-14.

Tableau VII.1 : Classification et conditions de prêt projetées pour les pays bénéficiaires du FAD-14

Pays	Classification et conditions de prêt				Pilier I de la FAT ⁺	Analyse de soutenabilité de la dette (ASD)
	2016	2017 [±]	2018 [±]	2019 [±]		
Bénin	Avancé	Avancé	Avancé	Avancé		Vert
Burkina Faso	Ordinaire	Avancé	Avancé	Avancé		Jaune
Burundi	Ordinaire	Ordinaire	Ordinaire	Ordinaire	■	Rouge
Cameroun	Mixte	Mixte	Mixte	Mixte		Rouge
République centrafricaine	Ordinaire	Ordinaire	Ordinaire	Ordinaire	■	Rouge
Tchad	Avancé	Ordinaire	Ordinaire	Ordinaire	■	Rouge
Comores	Ordinaire	Ordinaire	Ordinaire	Ordinaire	■	Jaune
Côte d'Ivoire	Mixte	Mixte	Mixte	Mixte		Jaune
République démocratique du Congo	Ordinaire	Ordinaire	Ordinaire	Ordinaire	■	Jaune
Djibouti	Mixte	Mixte	Mixte	Mixte		Rouge
Érythrée	Ordinaire	Ordinaire	Ordinaire	Ordinaire		Jaune
Éthiopie	Ordinaire	Ordinaire	Ordinaire	Ordinaire		Jaune
Gambie	Ordinaire	Ordinaire	Ordinaire	Ordinaire		Jaune
Ghana	Mixte	Mixte	Mixte	Mixte		Rouge
Guinée	Ordinaire	Ordinaire	Ordinaire	Ordinaire		Jaune
Guinée-Bissau	Ordinaire	Ordinaire	Ordinaire	Ordinaire	■	Jaune
Kenya	Mixte	Mixte	Mixte	Mixte		Vert
Lesotho	Mixte	Mixte	Mixte	Mixte		Jaune
Liberia	Ordinaire	Ordinaire	Ordinaire	Ordinaire	■	Jaune
Madagascar	Ordinaire	Ordinaire	Ordinaire	Ordinaire	■	Jaune
Malawi	Ordinaire	Ordinaire	Ordinaire	Ordinaire		Jaune
Mali	Ordinaire	Ordinaire	Ordinaire	Ordinaire	■	Jaune
Mauritanie	Avancé	Avancé	Avancé	Avancé		Rouge
Mozambique	Ordinaire	Ordinaire	Ordinaire	Ordinaire		Jaune
Niger	Ordinaire	Ordinaire	Ordinaire	Ordinaire	■	Jaune
Nigeria	Mixte	Mixte	Mixte	Mixte		Vert
Rwanda	Ordinaire	Avancé	Avancé	Avancé		Vert
São Tomé et Príncipe	Mixte	Mixte	Mixte	Mixte		Rouge
Sénégal	Avancé	Mixte	Mixte	Mixte		Vert
Sierra Leone	Ordinaire	Ordinaire	Ordinaire	Ordinaire	■	Jaune
Somalie	Ordinaire	Ordinaire	Ordinaire	Ordinaire	■	Rouge
Soudan du Sud	Ordinaire	Ordinaire	Ordinaire	Ordinaire	■	Jaune
Soudan	Ordinaire	Ordinaire	Ordinaire	Mixte	■	Rouge
Tanzanie	Ordinaire	Avancé	Avancé	Avancé		Vert
Togo	Ordinaire	Ordinaire	Ordinaire	Ordinaire	■	Jaune
Ouganda	Ordinaire	Ordinaire	Ordinaire	Ordinaire		Vert
Zambie	Mixte	Mixte	Mixte	Mixte		Jaune
Zimbabwe	Ordinaire	Ordinaire	Ordinaire	Ordinaire	■	Rouge

* Les classifications et conditions de prêt des pays sont fondées sur les projections actuelles et peuvent être révisées une fois par an durant le cycle du FAD-14, au début de chaque exercice ABP.

* L'éligibilité au pilier I de la FAT est fondée sur un examen préliminaire. Une évaluation détaillée de l'éligibilité pays par pays sera présentée au Conseil d'administration avant le début du cycle du FAD-14.

Classification des pays

- Éligible à la FAT
- Exclusivement FAD (Catégorie A)
- Atypique (Catégorie A)
- Mixte (Catégorie B)
- ▲ En transition vers guichet BAD (Catégorie C)
- ▲ Exclusivement BAD (Catégorie C)

Conditions de financement différenciées et durcies

	Maturité (années)	Amortissement (années)	Taux d'intérêt (%)
Avancé	40	5	–
Ordinaire	40	10	–
Mixte	30	5	1